INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 25 juillet 2022**

* Les indices européens ont clôturé de façon contrastée sur fond de menace de récession économique. Le marché s’est affaibli au moment de l’annonce par Gazprom d’une nouvelle coupe drastique des livraisons de gaz à l’Europe. Le CAC 40 n’a gagné que 0,33 % à 6237,55 points, la semaine passée, la place parisienne avait gagné 3%, en hausse pour la troisième semaine d'affilée. L’Euro Stoxx 50 a concédé 0,03% à 3595,48 points. Le Dax allemand a pour sa part reculé de 0,50 % à 13 189,52 points. A New- York, le Dow Jones gagne 0,22 %.
* "On est dans une séance creuse" en raison de l'attentisme des investisseurs vis-à-vis de la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed) et des publications de résultats des entreprises, a commenté Florian Allain, gérant chez Mandarine Gestion.
* La lutte contre l'inflation sera à nouveau au centre de la réunion de mercredi et jeudi de la Fed.
* L'institution devrait procéder à une hausse de 75 points de base de ses taux directeurs, "c'est quasi sûr", note Florian Allain, et peu importe si cela va provoquer un fort ralentissement de l'économie américaine. "Une récession technique a minima est pratiquement admise par les économistes américains".
* Source d'inquiétude pour l'économie européenne, le géant russe Gazprom a annoncé qu'il réduirait dès mercredi drastiquement les livraisons de gaz russe à l'Europe via le gazoduc Nord Stream, arguant de la nécessité de maintenance d'une turbine. Les livraisons seront réduites à environ 20% des capacités du gazoduc, contre quelque 40% actuellement.

"S'il y a un arrêt des livraisons de gaz russe de Gazprom à court terme et aucune solidarité entre les pays européens, la situation va devenir problématique", souligne M. Allain.

Signe de ces inquiétudes, le prix du gaz naturel européen bondissait de plus de 10% et l'euro a annulé tous ses gains de la journée dans le sillage de cette annonce.

* La monnaie unique grappille 0,10% à 1,0212 dollar après s'être légèrement reprise vis-à-vis de la devise américaine la semaine dernière.

**SOCIETES**

* Plusieurs valeurs du CAC 40 sont sorties du lot comme celles liées au secteur de l'automobile dont Renault qui a affiché la plus forte progression.
* Le groupe JC Decaux annonce avoir signé un contrat de 15 ans portant sur l'extension de l'exploitation publicitaire du métro de Shanghai sur les lignes 1 à 13 ainsi que sur 5 nouvelles lignes (14 à 18). Ce contrat, faisant suite à un appel d'offres, sera opéré par une joint-venture, STDecaux, détenue à 60% par JCDecaux et 40% par Shanghai Shentong Assets Management.

Le métro de Shanghai compte aujourd'hui 503 stations avec une moyenne de 11 millions de passagers quotidiens pour l'année 2021. Ce contrat porte sur toutes les lignes du métro de Shanghai, soit plus de 12.000 emplacements publicitaires rétro-éclairés sur les quais et dans les couloirs, ainsi qu'environ 500 écrans digitaux, les formats événementiels, la publicité dans les trains, à l'exception de la publicité télévisée dans les rames et sur les quais et de 200 écrans LCD.

* GTT annonce avoir reçu, au cours du second trimestre 2022, une commande de la part de son partenaire le chantier naval coréen Hyundai Samho Heavy Industrie pour concevoir les réservoirs cryogéniques de six nouveaux porte-conteneurs propulsés au gaz naturel liquéfié (GNL) pour le compte du Groupe CMA CGM, acteur mondial des solutions maritimes, terrestres, aériennes et logistiques.
Ces navires, capables de transporter 8 000 conteneurs chacun, seront dotés d'un réservoir de GNL, utilisé comme carburant, d'une capacité de 6 000 m3. Chaque réservoir de carburant GNL intégrera le système de confinement à membranes Mark III Flex.
La livraison des porte-conteneurs est prévue entre le quatrième trimestre 2024 et le quatrième trimestre 2025.
Cette commande porte à 80 le nombre total de porte-conteneurs équipés, ou en construction, par la technologie GTT.
* Soitec, leader mondial de la conception et la production de matériaux semi-conducteurs innovants, annonce un chiffre d’affaires consolidé de 203 millions d’euros au titre du premier trimestre de l’exercice 2022-2023 (clos le 30 juin 2022), en hausse de 12% par rapport au chiffre d’affaires de 180 millions d’euros réalisé au 1er trimestre 2021-2022. Cette performance résulte d’une croissance soutenue de la division Communications mobiles et d’une forte progression du chiffre d’affaires Automobile & Industrie.
Le chiffre d'affaires de la division Communications mobiles a atteint 152 millions d'euros au 1er trimestre 2022-2023, en hausse de 6% à périmètre et taux de change constants par rapport au 1er trimestre 2021-2022.
Le chiffre d'affaires de la division Automobile & Industrie s'est élevé à 23 millions d'euros au 1er trimestre 2022-2023, en progression de 37% à périmètre et taux de change constants par rapport au 1er trimestre 2021-2022.
Côté perspectives, le groupe continue d'anticiper pour l'exercice 2022-2023 un chiffre d'affaires en croissance d'environ 20% à périmètre et taux de change constants, et une marge d'EBITDA autour de 36%.
" Nous avons enregistré le meilleur premier trimestre de notre histoire malgré deux arrêts de production subis à Bernin, ce qui nous rend confiants dans notre capacité à atteindre les objectifs record que nous nous sommes fixés pour l'exercice. Notre performance a été portée par une croissance soutenue dans les applications de radiofréquence elle-même tirée par la dynamique de l'adoption de la 5G, par une forte augmentation dans le domaine des applications automobiles liée à la profonde transformation à l'œuvre dans l'industrie automobile, ainsi que par une forte croissance des ventes de FD-SOI à destination de chacun de nos trois marchés finaux", a déclaré Paul Boudre, directeur général du groupe.
* Eurobio Scientific a enregistré au 1er semestre 2022 un chiffre d'affaires de 83,6 ME contre 95,7 ME au 1er semestre 2021 (-13%) qui avait été très marqué par les nouvelles vagues épidémiques liées à la COVID-19.

Eurobio a bénéficié d'une croissance de +5,1% de son chiffre d'affaires hors COVID à 43 ME au 1er semestre 2022 contre 40,9 ME au 1er semestre 2021 alors que les ventes COVID ont diminué à 40,6 ME contre 54,8MEUR (-26%).

Le chiffre d'affaires COVID est marqué par une forte baisse des prix de vente et des volumes de tests, compensée en partie par l'extension du portefeuille produits avec des tests spécifiques pour la caractérisation des variants du virus SARS-Cov-2.

Eurobio Scientific dispose à ce jour d'une trésorerie brute supérieure à 115 ME, pour une dette financière de 13,8 ME. " Ces ressources financières combinées à un renforcement de ses ressources humaines notamment en matière de R&D, viennent appuyer le déploiement stratégique, axé sur l'accroissement de la part des produits propriétaires, la poursuite de l'expansion internationale, et l'ouverture de nouveaux segments de marché ", souligne le groupe.

* Société Française de Casinos (SFCA) rappelle que le 1er semestre 2020-2021 n'avait connu aucune activité commerciale en raison de la fermeture administrative des casinos pendant la phase aigüe de la crise. Au 1er semestre 2019-2020, les casinos avaient pu ouvrir pendant 4,5 mois. Le 1er semestre 2021-2022 de Société Française de Casinos s'est déroulé plus normalement dans un contexte de reprise, avec les casinos ouverts sur toute la période mais avec une activité toujours perturbée par les contraintes liées à la crise sanitaire : mise en place du pass sanitaire, réduction du temps de validité des tests, etc...

Société Française de Casinos a enregistré au 1er semestre 2021-2022 un chiffre d'affaires brut (hors prélèvements) consolidé de 8,9 ME. Le Groupe a retrouvé le même niveau d'activité, à périmètre comparable, qu'au 1er semestre 2018-2019 avant la crise sanitaire malgré une fréquentation en recul du fait des mesures contraignantes d'accès aux lieux publics dans le cadre de lutte contre la pandémie.

**ANALYSES**

**Par Christine Lagarde**

* L'inflation est trop élevée. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a entraîné une augmentation des prix de l’énergie et des biens agricoles. Les pénuries de matériaux, d'équipements et de main-d’œuvre liées à la pandémie poussent également les prix à la hausse. Cela pèse sur les consommateurs et les entreprises dans l'ensemble de la zone euro, en particulier sur ceux dont les revenus sont faibles.

Cette inflation résulte en grande partie de facteurs qui échappent au contrôle des banquiers centraux. Nous pouvons cependant veiller à ce qu'elle ne devienne pas persistante, ce qui pourrait être le cas si les hausses de prix gagnaient toute l'économie, entraînant des anticipations d'accélération de l'inflation pour l'avenir. Une spirale salaire-prix, comparable à celles qui, par le passé, ont conduit à une inflation incontrôlable, pourrait alors s'enclencher.

C'est pourquoi mes collègues et moi-même avons décidé ce jeudi, lors de la réunion du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne, de relever les taux d'intérêt de la zone euro de 0,5 point de pourcentage, mettant ainsi fin à une période de huit années de taux négatifs. Nous sommes unis par notre engagement à ramener l'inflation au niveau de notre objectif de 2 % à moyen terme.

Cette hausse des taux est la première en onze ans. Elle n'est cependant que la dernière étape en date de notre processus de levée des mesures exceptionnelles que nous avions dû prendre pour affronter une série de crises. Nous avons entamé ce processus en décembre dernier, lorsque nous avons annoncé que nous allions mettre un terme à notre programme d'achats d'obligations face à la pandémie, qui a aidé la zone euro à surmonter les conséquences économiques de la crise du coronavirus (Covid-19). Le mois dernier, nous avons interrompu un autre programme d'achats d'obligations lancé en 2015, alors que la zone euro était confrontée à un risque de déflation, un phénomène qui peut être tout aussi néfaste qu'une inflation élevée.

En agissant ainsi, nous envoyons un message clair aux entreprises, aux travailleurs et aux investisseurs : il ne fait aucun doute que l'inflation reviendra au niveau de notre objectif de 2 % à moyen terme. Les effets de ces mesures sur les taux d'intérêt dans toute la zone euro se font par ailleurs déjà sentir, ce qui permettra de guider l'économie de façon à rétablir la stabilité des prix.

Nous continuerons de relever les taux d'intérêt aussi longtemps que nécessaire pour ramener l'inflation au niveau de notre objectif à moyen terme. Nous sommes également conscients que l'Europe fait face à une grande incertitude, en particulier s’agissant de la guerre et des prix de l'énergie. A mesure que notre économie évoluera en réponse aux nombreuses difficultés qui l'assaillent, de l'intérieur comme de l'extérieur, le Conseil des gouverneurs réexaminera la situation et déterminera, en fonction des données disponibles, à quel rythme il franchira les prochaines étapes.

Nous menons notre politique monétaire au sein d'une union monétaire constituée à l'heure actuelle de dix-neuf pays, et qui est sur le point d'en accueillir un vingtième. Notre politique se transmet donc aux ménages et aux entreprises par l'intermédiaire de dix-neuf marchés financiers différents. Pour faire face à la forte inflation dans l'ensemble de la zone euro, nous devons assurer que cette transmission s'effectue de façon ordonnée dans tous les pays de la zone euro.

C'est dans cet esprit que nous avons conçu un nouvel instrument, baptisé « instrument de protection de la transmission » (IPT), qui préservera l'unicité de notre politique monétaire, nous aidant ainsi à veiller à la stabilité des prix à moyen terme.

L'euro réunit 340 millions de personnes. Il a toujours été, et restera, une monnaie stable. Nous nous y engageons. C'est notre responsabilité, et nous l'assumerons.

**L’AGENDA DU 26 juillet 2022**

**15h00 aux Etats-Unis**
Indice S&P Case-Shiller en mai

**16h00 aux Etats-Unis**

Indice de confiance des consommateurs du Conference Board en juillet

Ventes de logements neufs en juin